Politiques européennes

La stratégie bioéconomique européenne évolue : le futur du secteur bois concerné

Une nouvelle feuille de route pour la "stratégie bioéconomie européenne" a été produite par la Commission. Elle propose en substance pour le secteur forêt-bois la transformation de "l'industrie traditionnelle à forte intensité de ressources vers une industrie à forte valeur ajoutée et à forte intensité de connaissance", pour reprendre le résumé d'un chercheur *(1)*. Elle prévoit en quelque sorte une gouvernance englobante pour les "transformateurs du vivant", au-delà des spécificités du secteur forestier.

L'industrie biosourcée, telle que nommée dans le *"plan d'action 2018-2020"* de la stratégie bioéconomie pour la France présenté par le ministre de l'Agriculture au Salon de l'agriculture en mars dernier *(2)*, va indéniablement mettre en concurrence un panel élargi de transformateurs vis à vis de la matière végétale, notamment vis à vis du bois vu comme biomasse ligneuse. Ce concept fait référence en effet certes à des usages existants mais surtout à des usages émergents de la biomasse, ceux-là même qui sont identifiés comme nécessitant une aide financière spécifique dans le projet de feuille de route de politique bioéconomique européenne *(3)* : *"La poursuite de la*

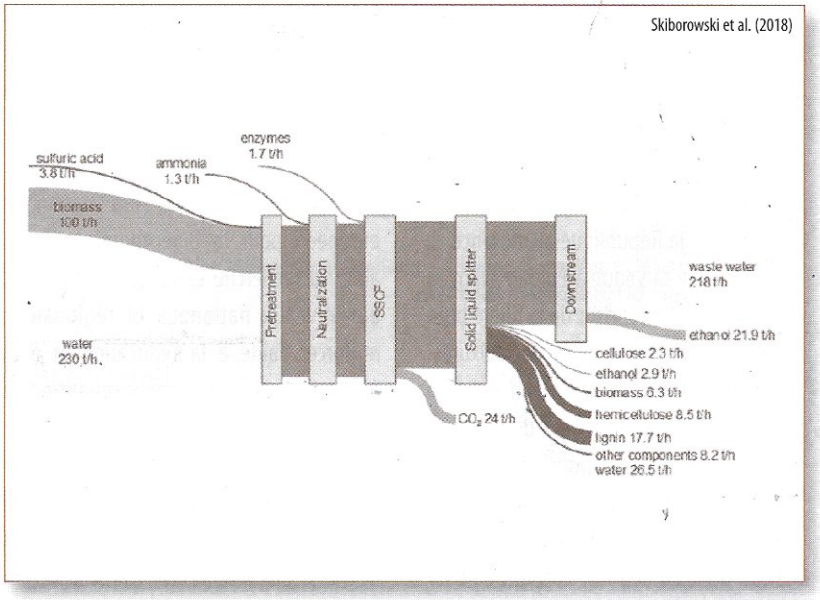
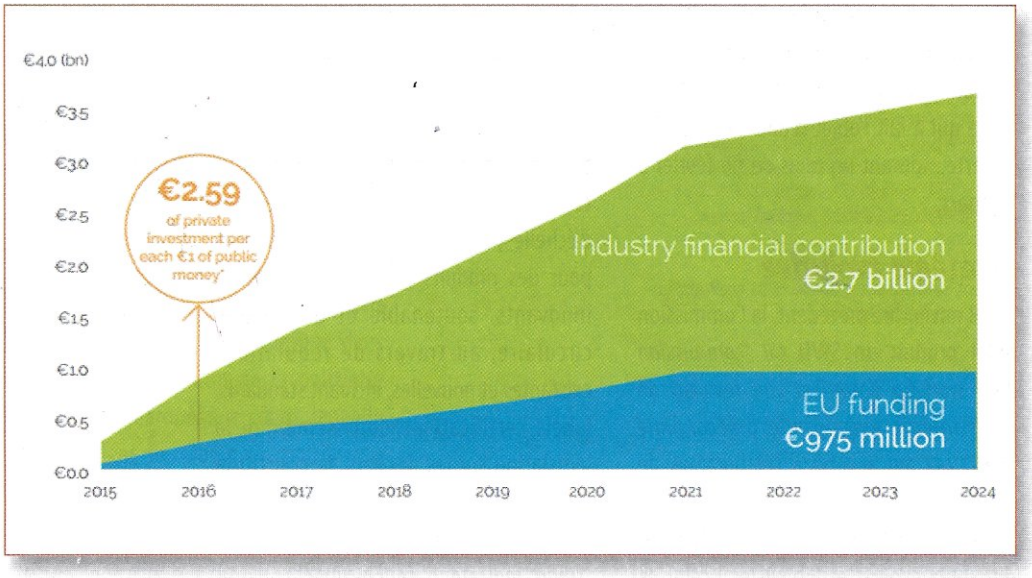


Schéma extrait de la présentation du Dr. Joern Viell (RWTH Aachen University, Process Systems Engineering) intitulée "Perspective on Integrated Processing Efficiency of Biorefineries" au Global Bioéconomy Summit à Berlin des 19 et 20 avril dernier.

Financement de la bioéconomie par les industriels du Bio Base Industry (BBI) et l'Europe



Graphique extrait de la contribution "Bioeconomy Financing – Bringing Innovation to Market" au GBS2018 par Philippe Mengal, BBI JU Executive Director.

mobilisation d'investissements est nécessaire, ce qui requiert un environnement régulé et stable. Les technologies existantes et nouvelles et les démonstrateurs doivent grandir en échelle et être mis en œuvre. L'investissement privé dans les bioraffineries intégrées, qui sont gourmandes en capital et associées à des risques technologiques et de marché élevés, requiert particulièrement un support spécifique et un environnement réglementaire stable".

Cette assertion et toutes celles du projet de feuille de route ont été soumises à l'appréciation des professionnels du bois et de tous les citoyens. En effet, si le sujet de la consultation des citoyens européens vient de faire la une de l'actualité – le président de la République ayant lancé ce thème lors de sa venue à Épinal, avant sa visite de deux entreprises de la filière bois, la scierie Germain Mougenot, de Saulxures-sur-Moselotte, et In'Bô, des Voivres –, ce principe de consultation est de fait déjà de mise dans les politiques sectorielles européennes, à l'impact certains sur les professionnels et les citoyens. Tout récemment a donc eu lieu une consultation sur la mise à jour de la *"stratégie bioéconomie 2012"*. Le 20 février, la DG RTD F1 de la Commission européenne, autrement dit la Direction générale de la recherche et de l'innovation section *"bioéconomie"* sous-section *"stratégie"*, a publié sa feuille de route qui a fait l'objet d'une consultation ouverte... durant un mois de fin février à fin mars.

Stratégie évolutive

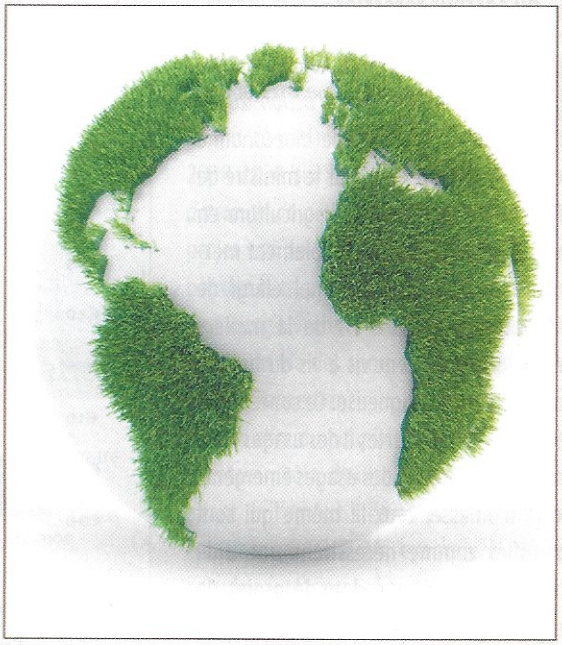
Le 13 novembre précédent, la Commission avait produit un SWD ou *"commission staff working document"* de révision de la *"stratégie européenne bioéconomie 2012" (4)* qui a servi à l'élaboration de cette feuille de route, celle-ci s'étant appuyée aussi sur les rapports fournis par différents experts et lobbyistes : celui de l'Expert Group on the Bioeconomy Strategy and Action Plan (2017), celui du Bio-based Expert Group, le Bioeconomy Stakeholders Manifesto (2017), la Bio-based Industries Joint Undertaking (BBI JU) mid-term evaluation (2017) et la Horizon 2020 mid-term evaluation (2017). La commission précise que son SWD a tenu compte aussi de remarques du Standing Forestry Committee. La DG RTD F1 a conclu dans sa feuille de route que l'importance des opportunités offertes par la bioéconomie était de mieux en mieux reconnue en Europe, mais aussi qu'un recentrage des actions était nécessaire au regard des développements récents des politiques. Selon elle, les actions suivantes devraient faire partie du Plan stratégique européen pour la bioéconomie révisé : aider la recherche et l'innovation en UE, aux niveaux nationaux et régionaux ; renforcer l'aide à la l'éducation et à la formation de personnels qualifié en bioéconomie et dans les domaines liés ; renforcer les secteurs bio-basés dans leur action pour convertir l'agriculture, la sylviculture, les secteurs marins et des déchets en aidant la transformation industrielle et l'économie circulaire, avec l'engagement des acteurs et le partage équitable vers les producteurs primaires ; mobiliser des investissements, notamment au travers du déploiement de nouveaux instruments financiers, pour la mise en œuvre des technologies existantes et nouvelles et des démonstrateurs industriels, et leur changement d'échelle ; aider la création de marchés pour des produits et process nouveaux, innovants, soutenable et d'économie circulaire, au travers de régulations existantes et nouvelles, incluant standards, labels, certifications, durcissement de la législation sur les déchets, la nourriture et les produits biobasés ; développer un meilleur monitoring et cadre, avec des *"smart"* indicateurs pour évaluer le progrès de la bioéconomie ; encourager l'adoption

✔ ZOOM

GBS 2018 : la communauté bioéconomique à Berlin

Le Global Bioeconomy Summit 2018, deuxième du genre, s'est déroulé à Berlin du 19 au 20 avril dernier. À la fin de la conférence de deux jours, les 40 membres du Conseil consultatif international du Sommet ont recommandé, selon leur communiqué, de fonder un mécanisme international ou un forum pour soutenir et promouvoir : un échange structuré de politiques et pratiques parmi la communauté bioéconomique mondiale sur les thèmes clés identifiés par le GBS 2018 ; une base de connaissances "state of the art" faisant consensus pour établir les politiques et gouvernances ; une voix bioéconomique mondiale qui soit significative dans les forums politiques mondiaux liés à l'innovation, au développement durable, à l'accord de Paris et fournisse une vision holistique ; la facilitation de programmes de collaboration internationaux.

"Globalement, 50 pays ont publié des stratégies politiques liées au développement de la bioéconomie. Pourtant le potentiel du bioéconomie est toujours rarement discuté dans des forums politiques internationaux. Ce dont nous avons besoin c'est d'un dialogue continu et, idéalement, plus formalisé sur la bioéconomie. Le Sommet a créé une bonne base pour ceci" a formulé Christine Lang, co-présidente du Conseil consultatif international du Sommet, récapitulant les recommandations du communiqué final. Un vrai agenda de lobbyiste mondial ! Il faut espérer que l'inquiétante illustration apposée sur le rapport-enquête intitulé "Future Opportunities and Developments in the Bioeconomy – a Global Expert Survey" produit par le German Bioeconomy Council avant le sommet n'en soit pas le fil rouge : la forêt a disparu de la surface du globe !



et la mise à jour de stratégies nationales et régionales dans l'UE, et aider les régions rurales, côtières et urbaines à exploiter les opportunités de la bioéconomie, avec l'engagement des citoyens ; renforcer la compréhension et la résilience des écosystèmes terrestres et marins, avec en vue l'augmentation de l'efficience des ressources, en minimisant les dégâts et maximisant les co-bénéfices, au travers de la recherche et de l'innovation, de l'action politique, de la guidance, de la prévoyance et de la prise de conscience !

Gouvernance bioéconomique ?

Nul doute à la lecture de ces propositions que la gouvernance des forêts et celle du secteur bois se verra (se voit déjà) incluse dans une gouvernance élargie, celle de la bioéconomie – dont certains acteurs industriels sont très puissants. Les contributions à la consultation sur la feuille de route bioéconomie produite par la commission européenne *(3)* sont au nombre de 92, et un bon nombre émanent des représentants des industries biosourcées, ou d'autres industries ayant des stratégies bioéconomiques : Bio-based Industries Consortium (BIC), European Bioeconomy Alliance (EUBA), European Biomass Association (Aebiom), European Oleochemical Industry, etc. Une bonne partie émane de laboratoires de recherche. La principale contribution française d'un acteur ayant partie liée avec le secteur forestier a été produite par l'Inra *(5)*. Celle-ci met justement en avant le changement d'approche que suppose la bioéconomie. *"Le développement de la bioéconomie requiert de penser le système en rupture par rapport à l'ancienne logique linéaire d'une optimisation séparée dans les différents secteurs de production et transformation. [...] La première conclusion concerne le changement d'approche induit pour surmonter les frontières disciplinaires et économiques entre les secteurs et construire une approche systémique à la charge des secteurs traditionnels. Les modifications de régimes alimentaires, le développement de bioraffineries, les usages en cascade et les cycles clos créent des interconnexions entre les acteurs et les inscrivent en partie dans l'économie circulaire. [...] La flexibilité du secteur aval face à la variabilité attendue des ressources exige de revoir les process et les relations entre les acteurs. Face à tous ces défis, un consensus a été atteint sur le besoin d'une intégration et synergie amont-aval."* Représentant l'amont ici évoqué, le syndicat des agriculteurs européens, celui des propriétaires forestiers, et leurs coopératives, ont déposé une contribution commune dans le cadre de la révision de la politique bioéconomie européenne, dans laquelle ils demandent de l'aide pour contribuer à cette bioéconomie. *"Nous considérons qu'une des priorités principales devrait être de soutenir les investissements et d'améliorer les services de conseil, le transfert de connaissances, et la formation à l'attention des fermiers, des propriétaires forestiers et de leurs coopératives"* ! On peut penser que, alors que l'Inra souligne d'immenses besoins en recherche sur le sujet de la bioéconomie, le sujet du conseil aux producteurs devrait encore nécessiter réflexion. Difficile sur le sujet de la bioéconomie de se rallier à Paul Valéry qui a écrit : *"Une mauvaise expérience vaut mieux qu'un bon conseil"*.

Fabienne Tisserand

Les projets de BBI

Supply of Biomass	RIA	DEMO	Flagship
Agri-based	Carbosurf, PROMINENT, LIBBIO, HYPERBIOCOAT, Zelcor, BIOrescue, BioBarr, SSUCHY ●●●●	Pulp2Value, AgriMax, Funguschain, GreenProtein, LIPES, GRACE, LigniOx ●	FIRST2RUN, LIGNOFLAG, AgriChemWhey, PEFerence
Forest based	SmartLi, Greenlight, PROVIDES, US4GREENCHEM, NeoCel, LIBRE, TECH4EFFECT, EFFORTE, SHERPACK ●●	ValChem, BIOFOREVER, GreenSolRes, PULPACKTION, FRESH, Dendromass4Europe, SYLFEED, EUCALIVA	BIOSKOH, EXILVA ●
Bio-waste and CO_2	NewFert, AFTERLIFE, PERCAL, BARBARA	EMBRACED, URBIOFIN, DEMETER	
Aquatic Biomass	MACROCASCADE, BIOSEA, ABACUS, MAGNIFICENT, VALUEMAG	●	
Non-specific Biomass	EnzOx2, InDIRECT, ReSolve, BIOSMART, ECOXY, REFUCOAT, POLYBIOSKIN ●●●●	OPTISOCHEM, BIOMOTIVE ●●	

Tableau extrait de la contribution "Bioeconomy Financing – Bringing Innovation to Market" au GBS2018 par Philippe Mengal, BBI JU Executive Director.

(1) Résumé du projet de recherche WoodWisdom-Net+ "Pacing Innovation in the Forest-Based Sector", financé par l'Europe au titre du programme FP7-NMP – Specific Programme "Cooperation": Nanosciences, Nanotechnologies, Materials and new Production Technologies.

(2) http://agriculture.gouv.fr/stephane-travert-presente-le-plan-daction-bioeconomie

(3) https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/initiatives/ares-2018-975361_en

(4) http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/10102/2017/EN/SWD-2017-374-F1-EN-MAIN-PART-1.PDF

(5) Les autres contributions françaises ont été produites par une citoyenne, par le Gepea (UMR CNRS 6144) sur le thème des algues, et par Animal task force (organisme du domaine de l'élevage).